

Nous savons tous que le chemin est semé d'embûches.

Un accord bénéfique pour tous exige un judicieux équilibre d'intérêts et d'engagement général qui permette d'inclure, sans distinction aucune, tous les thèmes qui font partie du programme des négociations.

L'intégration hémisphérique parfaite qui tiendrait compte des intérêts distincts des 24 participants ne sera possible qu'avec un travail conjoint, qui demeure la méthode la plus efficace pour surmonter les difficultés actuelles.

Nous savons aussi que l'initiative hémisphérique ne peut être réalisée avec la seule participation des gouvernements; elle nécessite l'apport constructif de tous les secteurs de la société civile, bénéficiaires directs de l'intégration du continent.

Nous, gouvernements de l'hémisphère, sommes fermement engagés vis-à-vis de la transparence, principe directeur de tout exercice démocratique.

Cet engagement nous a menés à approuver la diffusion de la première ébauche d'accord et, dans le même esprit, nous continuerons à informer nos peuples des progrès enregistrés durant le processus des négociations de la ZLEA.

Les accords de ce type n'ont aucune valeur s'ils ne sont pas considérés comme des instruments servant à renforcer les économies nationales — en les rassurant et en les dotant d'outils de prévision — et principalement tout ce qui sert à améliorer le niveau de vie des peuples que nous représentons.

C'est pour cela qu'il faut considérer le libre-échange et l'intégration économique comme des éléments indispensables du programme global du Sommet des Amériques.

Comme nous l'avons déjà dit, le défi est de taille, mais nous sommes convaincus qu'une vaste intégration, étayée par des valeurs et des intérêts communs, constitue une occasion unique que nous, pays de l'hémisphère, ne pouvons laisser passer.

C'est la raison pour laquelle nous ratifions notre engagement envers le processus d'intégration embryonnaire et que nous réitérons notre entière disposition à mettre en œuvre avec succès la Zone de libre-échange comme nous en avons l'intention lorsque nous nous sommes engagés sur cette difficile voie à la fin de 1994.

Nous espérons que le prochain sommet, que nous accueillerons, nous permettra d'annoncer au monde que nous avons accompli notre objectif initial, soit l'établissement d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent, dans laquelle seront progressivement éliminés les obstacles au commerce et à l'investissement.

Nous saurons, alors, que nos efforts en valaient la peine.

